

Blanquer: "le baccalauréat se passera de façon normale" malgré l'appel à la grève

Paris, 31 mai 2019 (AFP) -

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a assuré vendredi que le bac se déroulerait "de façon normale" malgré l'appel de plusieurs syndicats à une grève de la surveillance le premier jour des épreuves, pour protester contre ses réformes.

"Nous organiserons le bac de façon normale, c'est dommage qu'il y ait des appels de ce type", a indiqué M. Blanquer sur Europe 1. "C'est mon devoir de dire à chaque élève, chaque famille, qu'ils ne doivent pas se préoccuper de ce sujet", a-t-il dit.

"Je ne pense pas qu'il y aura beaucoup de grévistes de toute façon", a ajouté le ministre, en insistant: "le baccalauréat se passera de façon normale".

Il s'est dit "un peu surpris par cet appel", "d'autant plus qu'il correspond à des revendications" auxquelles il estime répondre déjà, "notamment sur les rémunérations des professeurs".

Jeudi, Frédérique Rolet, la secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire, a expliqué à l'AFP avoir appelé avec d'autres syndicats (Snalc, CGT, FO, Sud Education...) à une grève de la surveillance des épreuves de philosophie qui donnent le coup d'envoi du bac le 17 juin et des épreuves écrites de français pour les élèves de Première, qui auront lieu le même jour.

Depuis un bon mois, le Snes-FSU a lancé une consultation auprès de ses adhérents qui se sont déclarés, à une très large majorité, favorables à cette grève de la surveillance, selon Mme Rolet.

Les syndicats qui appellent à la grève, majoritaires, entendent ainsi mettre la pression sur le ministre pour qu'il revienne sur sa réforme du baccalauréat prévue pour 2021. Celle-ci réduit notamment le nombre d'épreuves finales de l'examen au profit du contrôle continu et s'accompagne d'une refonte de l'enseignement au lycée.

"Le but n'est évidemment pas d'empêcher les gamins de passer le baccalauréat. On est justement attaché à un bac national et cette réforme va le faire disparaître", a expliqué Mme Rolet.

Interrogée sur LCI, la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye a affirmé vendredi avoir "beaucoup de confiance dans les enseignants, qui sont des personnes responsables".

Elle a assuré que le gouvernement prenait "des dispositions pour être certain que ces épreuves pourront se dérouler dans de bonnes conditions".

"On peut mobiliser des enseignants qui ne font pas grève ce jour-là, on a réussi au moment de la grève à la SNCF, où il y avait des incertitudes qui pesaient sur la capacité à faire passer les épreuves du bac, à faire en sorte que ces incertitudes soient levées. Donc on fera de même au moment des épreuves du bac si cette grève se confirme", a-t-elle dit.

Le SE-Unsa n'appelle de son côté pas à une grève "qui prend le risque d'opposer les enseignants aux élèves et à leurs familles", selon lui. Mais il regrette toujours une réforme du lycée et du bac qui "se met en oeuvre à marche forcée", demandant les moyens "d'accompagner au mieux les élèves".

Dans un communiqué publié jeudi, la fédération de parents d'élèves Peep et l'organisation lycéenne "Avenir Lycéen", créée en décembre 2018, disent "respecter" le droit de grève des enseignants mais ajoutent qu'il ne doit pas "entraver le droit des élèves d'étudier" et de passer leurs examens "dans des conditions optimales pour la réussite de tous".

ito-ggy/emd/sp

Afp le 31 mai 19 à 11 35.